

Climat : faut-il oublier l'objectif de limitation à +1,5 °C ?

Désormais jugée hors d'atteinte, la limite basse de l'accord de Paris suscite un débat croissant chez les scientifiques

Faut-il abandonner l'objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C ? Ce seuil doit-il être remplacé par une autre boussole plus utile et efficace ou, au contraire, être maintenu pour éviter tout recul de l'ambition climatique ? Ces derniers mois, les scientifiques ont acté qu'il est désormais impossible de contenir la hausse des températures à 1,5 °C, l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris. Depuis lors, le débat prend de l'ampleur. Il fait écho aux interrogations répétées sur l'utilité des grandes conférences climatiques mondiales et sur la nécessité de les réformer.

Dans un commentaire publié récemment dans *Nature*, trois chercheurs affirment que cette cible « a fait son temps », et que continuer à la mettre au cœur de l'action climatique « pourrait pro-

duire plus de mal que de bien ». « L'objectif de 1,5 °C a échoué à encourager une action climatique à la hauteur », insiste Erle Ellis, professeur à l'université du Maryland (Etats-Unis) et l'un des auteurs du commentaire. D'autres voix appellent à tourner la page. Il y a trois ans déjà, plus de 1000 scientifiques, engagés dans le collectif Scientifiques en rébellion, plaidaient pour « assumer » que l'objectif de 1,5 °C est « derrière nous ». Michael Liebreich, fondateur de la société de recherche sur l'énergie BloombergNEF, recommande lui aussi de « réinitialiser les objectifs climatiques » et de revenir à l'autre cible de l'accord de Paris, 2 °C.

Les trajectoires actuelles alimentent ces prises de position. Depuis 2015, les émissions de gaz à effet de serre ont continué de progresser, malgré l'essor spectaculaire des énergies renouvela-

bles. La température mondiale a dépassé 1,5 °C en moyenne sur les trois dernières années et un franchissement durable de ce seuil apparaît désormais inévitable. Au rythme actuel, la planète se dirige vers un réchauffement de 2,8 °C à la fin du siècle.

Pour ses détracteurs, la cible de 1,5 °C souffre de plusieurs limites. Elle est abstraite, puisqu'elle renvoie à une moyenne globale ; et difficile à traduire en décisions concrètes. L'annonce de son franchissement pourrait aussi n'intervenir que plusieurs années après les faits. Surtout, insistent les chercheurs, elle nourrit un « discours insidieux sur l'échec climatique », susceptible d'alimenter le fatalisme et les critiques.

Les trois auteurs du commentaire dans *Nature* proposent donc de changer de référence. Ils suggèrent un nouvel indicateur de conversion aux énergies propres, mesurant l'écart entre la croissance des sources bas carbone et celle de la demande totale en énergie. Si les premières progressent plus vite que la seconde, les combustibles fossiles (charbon, pétrole et gaz) reculent effectivement. Chaque pays serait libre de définir ses propres objectifs et cet indicateur deviendrait la référence lors des COP, au lieu des baisses d'émissions. L'ambition est claire : substituer à un récit de

« L'objectif de 1,5 °C a échoué à encourager une action climatique à la hauteur »

ERLE ELLIS
professeur à l'université du Maryland

contraintes un horizon de développement industriel et de création d'emplois. « La poursuite du zéro émission ne motivera jamais les responsables politiques soucieux du développement économique », écrivent les auteurs. « Imposer des objectifs d'émissions à des pays comme le Malawi ou la République démocratique du Congo est à la fois dénué de sens sur le plan climatique et moralement injuste », ajoute Mark Lynas, l'un des auteurs du commentaire, conseiller scientifique auprès du Forum des pays vulnérables au changement climatique (Climate Vulnerable Forum). Ces Etats ont besoin de croissance économique et d'énergies propres.

Exclusion d'enjeux majeurs

L'idée d'abandonner les objectifs climatiques reste toutefois contestée. « Le dépassement de 1,5 °C, loin de rendre cet objectif caduc, constitue un signal d'alarme qui doit au contraire inciter à redoubler d'efforts », avance Joeri Rogelj, climatologue à l'Imperial College de Londres et auteur d'un commentaire publié dans *Science* en 2025. Même dépassé, cet objectif continuerait d'exercer une pression juridique, politique et morale sur les Etats, abonde Bill Hare, à la tête de l'institut Climate Analytics.

L'enjeu est désormais de limiter autant que possible le franchissement de ce seuil. Cela signifie rester le plus près possible de 1,5 °C, afin d'éviter une escalade d'événements extrêmes, des pertes économiques et des risques de points de bascule. Et, ensuite, de tenter d'y retourner grâce à des technologies de captage du CO₂, dont le déploiement à grande échelle reste, à ce stade, incertain. Au-delà de sa dimension scientifique, l'objectif de 1,5 °C demeure un repère fondamental. Issu d'un consensus

Difficile de se défaire de cette référence tant elle est inscrite dans des milliers d'études, des décisions de COP et des traités internationaux

international, il sert à évaluer l'ambition des politiques climatiques nationales. « Sur le plan politique, il y a cette conscience qu'avoir signé l'accord de Paris est une chance inouïe, affirme Michael Mehling, directeur adjoint du Centre de recherche sur les politiques énergétiques et environnementales du Massachusetts Institute of Technology. Le consensus qui a permis son adoption n'existe plus depuis longtemps et ne reviendra pas de sitôt. Toute tentative de remise en cause de cet accord est politiquement impossible. »

Se défaire de cette référence serait « très compliqué », tant elle est inscrite dans des milliers d'études scientifiques, des décisions de COP et des traités internationaux, abonde Stefan Aykut, spécialiste de la gouvernance climatique, qui vient de publier *La Mutation climatique* (Presses de Science Po, 424 pages, 26 euros). Et elle ne serait « sans doute pas souhaitable », puisqu'elle occulterait les enjeux de justice. « Pour savoir quel est le juste effort de chacun et qui paye pour les pertes et dommages [les dégâts irréversibles du réchauffement], l'objectif de 1,5 °C est absolument essentiel », assure-t-il.

« L'abandonner reviendrait à laisser tomber les pays les plus fra-

giles, comme les petites îles, et à effacer la responsabilité des gros émetteurs », appuie la climatologue Valérie Masson-Delmotte. En juillet 2025, la Cour internationale de justice a estimé que les Etats qui violent leurs obligations climatiques, notamment au regard du seuil de 1,5 °C, commettent un acte « illicite » et pourraient se voir réclamer des « réparations » par les pays les plus affectés.

Les auteurs du commentaire assurent, de leur côté, que leur indicateur centré sur la transition énergétique pourrait inclure le principe de responsabilités communes mais différenciées des pays. En revanche, ils reconnaissent que cette focalisation sur l'énergie exclut une série d'enjeux majeurs : la maîtrise de la demande par la sobriété, la lutte contre la déforestation et la détérioration des puits de carbone, ou encore la limitation des émissions de méthane liées à l'élevage.

A l'heure où la lutte contre le réchauffement n'apparaît plus comme une priorité diplomatique mondiale, la crise énergétique provoquée par la guerre au Moyen-Orient pourrait toutefois avoir plus d'impact qu'une éventuelle redéfinition des grands objectifs. L'augmentation des prix des hydrocarbures et les conséquences du conflit sur la sécurité d'approvisionnement et la souveraineté des Etats feront-elles dérailler les efforts visant à sortir des énergies fossiles, ou vont-elles les accélérer ? « Certaines politiques ont eu un impact considérable dans l'histoire, rappelle Michael Mehling. Mais, globalement, c'est surtout le développement technologique et les chocs énergétiques qui ont été déterminants et qui ont fait pencher la balance. » ■

**AUDREY GARRIC
ET PERRINE MOUTERDE**

chaque goutte compte

Castorama s'engage à faire économiser aux Français 1 milliard de litres d'eau par an, soit près de 400 piscines olympiques*. Avec 200 solutions simples, accessibles et efficaces, nous aidons chacun à réduire sa consommation, sans jamais perdre en confort.

* Calculs réalisés sur la base des mitigeurs et douches vendus par Castorama en 2025



TOUTES NOS SOLUTIONS

castorama